COLLECTIF ÉTHIQUE SUR L'ÉTIQUETTE

Communiqué de presse - 6 octobre 2017

Journée mondiale pour le travail décent
A Genève, la France doit soutenir le Traité contraignant sur les multinationales et les droits humains

Cette année marque le 10ème anniversaire de la Journée mondiale pour le travail décent. Pourtant, le nombre de travailleurs pauvres ne faiblit pas dans un monde qui ne cesse de produire davantage de richesse : selon l'Organisation internationale du travail, dans les pays en développement, le nombre de travailleurs gagnant moins de 2,9 euros par jour devrait augmenter de plus de 5 millions les deux prochaines années ; le travail précaire est une réalité pour 1,4 milliards de personnes, soit 42% des travailleurs.

Le modèle économique des sociétés transnationales, et l'absence de responsabilité juridique entre les différentes entités qui les composent, sont une cause centrale des violations des droits fondamentaux au travail : l'expansion de la sous-traitance met en concurrence les travailleurs à travers le monde, génèrant une pression insoutenable à la baisse sur les salaires, comme une généralisation des emplois précaires. 94% des travailleurs des 50 plus grandes firmes internationales le sont via la sous-traitance, hors donc du cadre direct de responsabilité de l'employeur.

Le travail décent est un vœu pieux si les acteurs les plus puissants de la mondialisation économique ne sont pas tenus responsables des atteintes aux droits humains fondamentaux, et à l'environnement, que génère leur activité dans le monde. La loi française sur le *devoir de vigilance* adoptée en mars dernier est un premier jalon dans le combat contre l'impunité dont jouissent les multinationales. Il doit désormais se transformer au niveau mondial.

Le 24 octobre prochain débutera à Genève la 3ème session de négociations autour du Traité contraignant sur les multinationales et les droits humains. La France ne pourra prétendre se soucier de défendre les droits humains que si elle soutient activement l'élaboration de ce traité, et pousse l'Europe à faire de même.

> https://ethique-sur-etiquette.org/Stop-a-l-impunite-des-multinationales

Contact presse
Nayla Ajaltouni : n.ajaltouni@ethique-sur-etiquette.org - 01 42 03 82 25 / 06 62 53 34 56

*Le **Collectif Ethique sur l'étiquette** regroupe des associations de solidarité internationale, des syndicats, des mouvements de consommateurs et des associations d'éducation populaire. Il défend le respect des droits humains au travail dans le monde et l'encadrement de l'activité des multinationales. Il est la branche française de la Clean Clothes Campaign.*

Membres : Athl'éthique – Association Léo Lagrange pour la défense des consommateurs – CCFD -Terre Solidaire – CFDT et 11 fédérations – CRID – Fédération Artisans du monde – FSGT – FSU – Indecosa CGT – JOC – Ligue de l'enseignement – Action Aid France – Oxfam France – Ritimo – Solidarité Laïque – Terre des Hommes – UFOLEP – Union syndicale Solidaires.